

En Bolivie

TERRE DES HOMMES SUISSE AGIT POUR LE RESPECT DES DROITS DES ENFANTS, DES ADOLESCENTS AINSI QUE L'ACCÈS A L'ÉDUCATION

3 axes stratégiques guident notre travail

Promouvoir les droits de l'enfant et en dénoncer les violations graves.

Promouvoir l'accès à une éducation de qualité.

Renforcer une économie durable en milieu rural et urbain.

AVEC 70% DE SA POPULATION VIVANT EN DESSOUS DU SEUIL DE PAUVRETÉ, la Bolivie est l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine. Le pays compte 9,1 millions d'habitants pour une superficie équivalente à deux fois la France. Le taux d'enfants dans les zones rurales suivant une scolarité régulière est estimé à 60 %, mais des milliers d'enfants se retrouvent exploités ou abusés et vivent un véritable esclavage moderne dans les régions les plus reculées.

Environ 55 % de la population du pays est d'origine amérindienne et en décembre 2005, le premier président d'origine indigène a été élu. Un espoir de retrouver la dignité d'une citoyenneté à part entière, de tourner une page de plus sur un héritage colonial qui maintient encore, un peu partout en Amérique latine, la population autochtone à l'écart des pouvoirs politiques et économiques.



© Bolivie / Christian Forret

Témoignage

MARÍA, 42 ANS

«À la mort de mon mari, je me suis retrouvée seule avec mes enfants. Au début je venais vendre mes produits à la 'Pampa' (marché) et je m'y suis installée avec mes enfants, l'aîné s'occupant des plus jeunes. Il n'y a pas très très longtemps, des enfants de commerçants sont morts violentés ou ont été abusés par des adultes. Je ne m'étais pas rendue compte du danger. Il y a un centre qui a été ouvert et nos enfants sont pris en charge. Ils peuvent envisager un meilleur avenir... un peu différent du notre!»



© THH / Bolivie / Juan Carlos Godoy

LA BOLIVIE A RATIFIÉ LA CONVENTION INTERNATIONALE relative aux droits de l'enfant en mai 1990. Le Code de l'enfance et de l'adolescence, entré en vigueur dix ans plus tard, a permis d'améliorer considérablement l'application de la Convention en définissant mieux les rôles des institutions de l'Etat en matière de protection de l'enfance.

La loi sur la participation populaire de 1996 a fait passer le pays d'un système centralisé à un partage du pouvoir et des responsabilités avec les autorités locales. La société civile, organisée en communautés fortes, est régulièrement sollicitée pour des collaborations et le partage d'expériences.

LA RÉFORME ÉDUCATIVE est aussi particulièrement intéressante, les autochtones bénéficient officiellement d'une instruction primaire à la fois en langue amérindienne et en espagnol. Et l'éducation formelle comme alternative est aujourd'hui reconnue par l'Etat. Par exemple, l'un de nos partenaires participe à l'élaboration et l'adaptation de programmes de cours et de manuels scolaires, notamment en zone rurale, aux réalités des communautés autochtones et à leurs modes de vie notamment en zone rurale.

Comme dans beaucoup d'autres pays, c'est la mise en oeuvre de ces lois, souvent très progressistes, qui pose problème. En effet, le phénomène de la pauvreté contre lequel luttent au quotidien nos partenaires locaux est la cause principale des différentes violations des droits de l'enfant dans le pays. Dans une période de crise économique importante, l'application des poli-

tiques sociales est difficile, notamment dans le domaine de l'éducation et de la santé, et les moyens financiers restent insuffisants pour assumer les engagements légaux.

DEPUIS LES ANNÉES 1990, de grandes réformes néolibérales ont été entreprises: privatisation des compagnies nationales aérienne, téléphonique, pétrolière, d'électricité, de chemins de fer. Face aux nouvelles annonces de privatisation de l'eau, puis du gaz, le deuxième millénaire s'est ouvert sur des troubles et conflits sociaux graves. La population rejette la politique d'exploitation des matières premières par les multinationales occidentales sans bénéfice pour la majorité de la population, et dont la Bolivie souffre depuis l'époque coloniale



© TdH / Bolivie / Denis Ponté & Juan Carlos Godoy

Que fait Terre des Hommes Suisse?

Des droits de l'enfant respectés

Si le taux de mortalité infantile a diminué ces dernières années, la malnutrition chronique et l'anémie persistent chez les enfants de moins de trois ans. Selon certaines études, 90% des enfants subissent une forme ou une autre de violence, le plus souvent physique ou psychologique, mais également sexuelle.

De meilleures conditions de vie en milieu rural

La survie de nombreuses familles dépend de l'agriculture locale, qui offre peu de perspectives. Le manque de diversification et le peu de rendement sur les hautes terres engendrent une migration importante des paysans andins vers les centres urbains du pays, où les zones de production de coca (Chaparé) ou de canne à sucre et coton (Santa Cruz) sont devenues depuis de nombreuses années une stratégie

de survie. Mais, sans formation, les migrants échouent dans les bidonvilles ou fournissent une main d'œuvre agricole à bon marché, restant prisonniers du cercle de la pauvreté. Aujourd'hui, presque les 2/3 des boliviens vivent en zone urbaine. Il est important de travailler en amont, auprès des populations rurales, et notamment des jeunes, afin de leur donner les moyens de subvenir à leurs besoins et de se former par un programme adapté à leur réalité.

L'amélioration de l'accès à l'éducation

Malgré une augmentation sensible des inscriptions dans les écoles, 7% seulement des enfants vivant en zone rurale achèvent leurs huit années d'école primaire et les filles sont fortement discriminées face à l'accès à l'éducation. Et même si l'enseignement est officiellement bilingue, les programmes scolaires ne font que peu de cas des autochtones. Environ 800 000 enfants de moins de 18 ans travaillent dans le pays. Enfin, 13% des adolescentes sont enceintes ou ont déjà des enfants!



3 exemples de projets soutenus en Bolivie

PROMOTEURS EN AGRICULTURE ET ÉLEVAGE

PROVINCE DE ZUDAÑEZ

Cette région rurale en haute altitude souffre d'une extrême pauvreté et d'une forte émigration. Difficile d'accès, largement délaissée par les pouvoirs publics, la zone est peuplée d'Indiens Quechuas qui survivent difficilement sur de minuscules lopins de terre, à des heures de marche des centres les plus proches. L'indice de pauvreté atteint les 99% et la durée de scolarité de la population est en moyenne de trois ans!

L'action de Proagro vise tant la formation des jeunes et des adultes que l'amélioration de la production agropastorale et de la santé. Son intervention éducative, soutenue par TdH-Suisse, s'axe sur le soutien d'internats, l'amélioration de la couverture scolaire et des méthodes pédagogiques, et l'implication des communautés dans le processus éducatif.

Il existe aujourd'hui trois internats, situés dans les villages de Candelaria, Thaco Pampa et Cantar Gallo (Icla). Là, 220 enfants et jeunes de localités éloignées dont les parents ne peuvent assurer une scolarité complète reçoivent



gîte, couvert et éducation adaptée. Ce sont eux qui exécutent la plupart des tâches nécessaires à la bonne marche de l'internat. Ils s'occupent également des jardins potagers, dont la production permet de diversifier leur alimentation et de diffuser des techniques apprises en cours.

Des modules de formation en menuiserie, informatique, électricité, couture, tissage manuel et à la machine ont été mis en place. Ils sont maintenant intégrés à l'enseignement dispensé dans les écoles associées aux internats et d'autres élèves en bénéficient.

Le projet cherche par ailleurs à provoquer un changement d'état d'esprit dans les familles concernées, en les impliquant étroitement à tous les niveaux du projet, ménageant pour eux des espaces de discussion, participation, décision et formation.

CENTRE INFANTILE CANARITO PAMPEÑO

COCHABAMBA

Le grand marché populaire La Pampa de Cochabamba, qui compte environ 9000 stands de vente, est l'un des plus importants de Bolivie. Les enfants des commerçants y accompagnent leurs parents pendant leurs journées de travail. Livrés à eux-mêmes, et exposés aux risques de mauvais traitements et d'abus sexuels, ainsi qu'aux maladies dues à la mauvaise hygiène, ils ne sont pas préparés pour l'école.



© TdH / Bolivie / Denis Ponté

Terre des Hommes Suisse soutient l'association SIEMPRE Iniciativas Solidarias qui fait bénéficier de programmes d'éducation les familles et les enfants âgés de 3 à 12 ans. SIEMPRE procure un soutien pédagogique aux mères travailleuses, une éducation préscolaire à une cinquantaine d'enfants de 3 à 6 ans, ainsi qu'un renforcement scolaire pour les enfants jusqu'à 12 ans. Ils y pratiquent aussi la démocratie, en participant à des ateliers sur la situation sociale, politique et économique du pays. Des séminaires de formation sont également organisés pour les parents sur des thèmes liés à la lutte contre les violences intrafamiliales ou l'hygiène.

Îlot de joie et de créativité proche du marché, le centre Canarito Pampeño permet d'assurer la sécurité physique et le développement harmonieux des enfants tout en fournissant un soutien psychologique et éducatif à leurs parents.

DÉFENSE DES DROITS DE L'ENFANT ET DE L'ADOLESCENT

CHAPARÉ

Dans cette zone conflictuelle située au centre du pays, six centres de défense des droits de l'enfant, ou «defensorias», mis en place par la section bolivienne de Défense des enfants international (DEI), traitent au total 10 000 plaintes de violation des droits de l'enfant par année et accueillent des centaines d'enfants et d'adolescents. Grâce à une équipe pluridisciplinaire de professionnels, composée notamment d'avocats, d'assistantes sociales et de psychologues, et à l'action dans le domaine de la prévention, notamment par le moyen d'émissions radiodiffusées, les «defensorias» dénoncent les violations des droits de ces derniers.

En plus de la défense des droits fondamentaux, le partenaire de Terre des Hommes Suisse, entame des démarches au niveau politique afin de modifier les lois ou de veiller à leur respect.



© Bolivie / Christian Pollet / TdH / Bolivie / Denis Ponté

pour l'enfance et un développement solidaire